



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 03 octobre 2025

FOCUS COLOMBIE : LA LENTE MAIS DETERMINEE TRANSITION ENERGETIQUE.	2
Bolivie	3
Le Département de Santa Cruz représentait 30 % du PIB bolivien en 2024.	3
Colombie	3
Le pays perd six places selon l'Indice de liberté économique de l'Institut Faser.	3
Bogotá investit 9 Md\$ dans les infrastructures pour améliorer la mobilité interne et connecter la capitale au reste du pays.	3
La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 % et annonce l'annulation de la ligne de crédit flexible du FMI.	4
En août, les dépenses de consommation par carte bancaire se stabilisent.	4
Équateur	4
Fin septembre, l'Equateur a exporté de l'électricité vers la Colombie.	4
Les pertes liées aux manifestations atteignent 6 M\$ par jour pour le secteur privé.	4
La loi de finances pour 2025 prévoit une émission souveraine de 400 M\$ sur les marchés internationaux.	5
Pérou	5
Selon le Secrétaire général de l'OCDE, le Pérou pourrait intégrer l'Institution avant les autres pays latinoaméricains en phase d'accession.	5
Le gouvernement a promulgué une loi pour le traitement spécial des Zones Economiques Spéciales Privées (ZEEP).	5
Suriname	6
Le budget pour 2026 propose un déficit de 3,5 % du PIB.	6
Venezuela	6
La dépréciation du Bolivar (VES) se poursuit.	6
PdVSA a déclaré un chiffre d'affaires de 9,8 Md\$ sur les huit premiers mois de 2025.	6

Focus Colombie : la lente mais déterminée transition énergétique.

La production et la consommation énergétiques de la Colombie sont en majorité issues des énergies fossiles. La production d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) représentait 4,9 % du PIB en 2024 et 44,4 % des exportations du pays. L'industrie pétrolière représentait à elle seule 8 % des recettes fiscales de la Colombie. Le mix énergétique repose en majorité sur les énergies fossiles (76,5 % selon l'Agence internationale de l'énergie). Néanmoins, le mix électrique est à 75,3 % renouvelable (67,5 % d'hydroélectricité ; 0,1 % d'éolien ; 5,4 % de solaire ; 2,3 % de biomasse).

La Colombie prévoit de réduire de 51 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2030 par rapport à 2015 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Le pays prévoit notamment d'investir dans des capacités solaires, éoliennes et de biomasse. En effet, le potentiel photovoltaïque de la Colombie est de 4,9 KWh/m² (contre 3,5 KWh/m² en Espagne par exemple). Dans le seul département de La Guajira, le potentiel en énergie éolienne est de 18 GW, soit l'équivalent de la capacité électrique du système national actuel. Le principal potentiel énergétique du pays est celui de la biomasse, avec un potentiel de 14 TWh. Le pays ambitionne également de développer l'hydrogène vert et des carburants alternatifs pour l'aviation.

Alors que les besoins énergétiques croissent fortement (+24 % entre 2022 et 2023), la baisse de la production d'hydrocarbures soulève des questions. Au premier semestre 2025, la production de pétrole a reculé de -4,3 % en g.a. (cf. [Brèves semaine 35](#)), notamment du fait de la suspension de la délivrance de nouveaux permis d'exploration d'hydrocarbures. De même, la production de gaz a chuté de -18,6 % en juin 2025 (en g.a.). En juillet 2025, les importations de gaz – très onéreuses – ont augmenté de 214 % en g.a. afin de répondre à la demande. De plus, la baisse de la production de gaz, en renchérissant son prix, mène certaines entreprises à reprendre leur production de charbon pour assurer leur approvisionnement énergétique (cf. [Brèves semaine 34](#)), à contre-courant des ambitions climatiques du pays.

La transition énergétique en Colombie représente une opportunité pour les entreprises, qui rencontrent néanmoins des difficultés dans la réalisation de leurs projets de développement des énergies renouvelables. Elles sont essentiellement le fait de retards conséquents pris dans les consultations préalables, notamment avec les communautés indigènes locales, ou dans la délivrance des autorisations environnementales. De plus, le maillage du réseau électrique demeure largement insuffisant, limitant la connexion des projets au réseau national. Enfin, le non-respect des prévisions de production en énergies renouvelables peut donner lieu à des pénalités, alors même que par nature la production de ces énergies est fluctuante. Ces éléments contribuent à limiter – au moins pour l'heure – les investissements privés dans le pays et retarde d'autant la dynamique de transition énergétique.

Bolivie

Le Département de Santa Cruz représentait 30 % du PIB bolivien en 2024.

En 2024, Santa Cruz représentait 30,2 % du PIB de la Bolivie, soit 14,2 Md\$ (après 31,5 % en 2023). Les secteurs les plus dynamiques étaient l'agriculture et l'industrie manufacturière. **Santa Cruz est également le premier exportateur du pays avec des ventes de 2,5 Md\$.** Les principaux produits exportés sont le gaz naturel, le soja et la viande bovine.

Santa Cruz a également connu une amélioration des indicateurs socio-économiques. Entre 2020 et 2023, l'extrême pauvreté s'est réduite, de 4,2 % à 3,8 %, de même que la pauvreté modérée (de 22,7 % à 20,0 %).

Colombie

Le pays perd six places selon l'Indice de liberté économique de l'Institut Faser.

La Colombie a perdu six places au classement 2025 de l'Indice de liberté économique de l'Institut Fraser, en se classant 94^e sur 165 pays. L'étude, fondée sur les données de 2023, évalue cinq critères : taille du gouvernement, système juridique et droits de propriété, solidité monétaire, liberté en matière de commerce extérieur, et cadre réglementaire.

Ce recul s'explique principalement par la dégradation de deux indicateurs. La liberté de commerce extérieur diminue à 6,80/10 (-0,32 point en 1 an), pénalisée par les lourdeurs administratives et les coûts liés aux importations et exportations. Selon l'ancien ministre du commerce José Manuel Restrepo, la Colombie doit simplifier les démarches auprès d'organismes publics afin de renforcer sa compétitivité. La solidité monétaire chute à 6,74/10 (-1,16 point en 2 ans), sous l'effet du

déficit budgétaire, de l'endettement public et de la méfiance quant à l'indépendance de la Banque centrale.

A l'inverse, l'indicateur relatif à la taille du gouvernement affiche son meilleur score depuis 2008 (6,94 points, 65^e rang mondial). Pour l'ancien ministre, un gouvernement trop volumineux accroît les risques de corruption et alourdit la dépense publique. Le cadre réglementaire progresse également (6,65/10 soit +0,32 point en 2 ans), reflétant des efforts pour réduire la charge administrative des entreprises et garantir la stabilité des règles fiscales et contractuelles, afin de renforcer la confiance des investisseurs.

Dans la région, la Colombie se place devant le Venezuela, la Bolivie et l'Equateur (100^e), mais derrière le Brésil (87^e) et le Pérou (51^e). La France, quant à elle se place 44^e.

Bogotá investit 9 Md\$ dans les infrastructures pour améliorer la mobilité interne et connecter la capitale au reste du pays.

Bogotá investit 9 Md\$, dans 124 projets d'infrastructures routières de 4^e et 5^e génération, des corridors et des projets de transport en commun.

Le projet le plus emblématique est la première ligne du Metro de Bogotá (3,6 Md\$), qui affiche un taux d'exécution de 62 % avec une mise en service prévue pour mars 2028. Le *RegioTram de Occidente*, qui reliera la capitale au département limitrophe de Cundinamarca, enregistre 30 % d'avancement et plus de 80 % des études déjà finalisées. De plus, l'extension du corridor *Caracas - Tramo 1*, vise à renforcer l'un des axes majeurs du réseau de bus *TransMilenio*, et à alléger la pression sur le centre de la capitale.

Du côté du réseau routier, les programmes de construction et de concessions de 4^e et 5^e génération totalisent 2,1 Md\$ d'investissement. Parmi eux figurent le

Périphérique Est de Cundinamarca (520 M\$) et l'élargissement à trois voies de la route Bogotá - Girardot (780 M\$) qui visent à améliorer la connectivité de la capitale avec les départements alentours.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 % et annonce l'annulation de la ligne de crédit flexible du FMI.

La Banque centrale colombienne annonce le maintien de son taux directeur à 9,25 %. Cette décision est motivée par la hausse de l'inflation (+5,1 % en août, en g.a), une activité économique robuste (+4,3 % de croissance annuelle en juillet) et une incertitude économique globale. Le vote a néanmoins été divisé : quatre membres ont voté pour le maintien à 9,25 %, deux membres en faveur d'une baisse de 50 pnb et un membre pour une baisse de 25 pnb.

Le gouverneur de la Banque centrale, Leonardo Villar, a également annoncé l'annulation de la ligne de crédit flexible (FCL), outil financier de précaution fourni par le FMI. L'annulation de cette facilité par la Banque centrale est prise dans le contexte de la suspension de l'instrument par le FMI au printemps. Cette annulation est motivée par la dégradation du cadre macroéconomique, notamment la dégradation de la politique budgétaire. L. Villar a néanmoins souligné que la Colombie dispose d'importantes réserves de change (plus de 65 Md\$) : l'annulation de la FCL ne devrait, selon la Banque centrale, pas affecter la capacité de la Colombie à faire face à un choc nécessitant une intervention monétaire.

En août, les dépenses de consommation par carte bancaire se stabilisent.

L'indice de dépenses par carte bancaire de Davivienda a connu une croissance de 11,1 % en août, contre 12,8 % en juillet (-1,7 pp). Cette décélération pourrait être le premier signe d'une stabilisation de la consommation.

Entre janvier et août, les secteurs de la consommation ayant connu la plus forte croissance sont la livraison à domicile, le tourisme et les loisirs et divertissements. Au contraire, les secteurs de la technologie, des télécommunications et des services publics ont ralenti.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,8%	41,9%	1849
Change USD/COP	-0,4%	-7,1%	3887
Change EUR/COP	0,0%	-1,5%	4554
Prix du baril (Brent, USD)	-7,8%	-17,2%	64,37

Équateur

Fin septembre, l'Équateur a exporté de l'électricité vers la Colombie.

Les exportations d'électricité vers la Colombie atteignent 3,3 M\$, provenant de sa production hydroélectrique excédentaire (11 000 MW). Ceci a notamment été possible grâce aux travaux effectués par la Corporation électrique d'Équateur (CELEC EP) sur la centrale hydroélectrique Coca Codo Sinclair qui peut désormais opérer à sa capacité totale de production de 1 500 MWh (soit le double de sa production antérieure). L'hydroélectricité représente plus de 70 % de la production d'électricité de l'Équateur. Néanmoins, pour éviter de nouvelles coupures d'électricité, des conditions hydrologiques favorables et une demande interne modérée sont nécessaires.

Les pertes liées aux manifestations atteignent 6 M\$ par jour pour le secteur privé.

Après 10 jours de manifestations suite à la suppression de la subvention au diesel par le Gouvernement, les chambres d'industrie locales estiment que les pertes quotidiennes liées aux manifestations atteignent 6 M\$ pour le secteur privé. Les provinces du nord sont les plus touchées en raison des routes bloquées depuis une semaine et où des pénuries se font sentir. A Quito, on assiste à une inflation des

produits maraîchers (en particulier en provenance d'Imbabura). Les blocages et nuisances ont touché plusieurs secteurs : des pertes estimées à plus de 7 M\$ en 7 jours dans le secteur de la floriculture, et la distribution de carburants comme à Imbabura où les stations sont vides ou impossibles d'accès. De manière générale, les secteurs les plus touchés seraient le commerce, l'énergie, l'industrie, le transport et les infrastructures.

La loi de finances pour 2025 prévoit une émission souveraine de 400 M\$ sur les marchés internationaux.

La loi de finances pour 2025, récemment approuvée par l'Assemblée Nationale (en retard en raison des élections), prévoit une émission souveraine de 400 M\$ sur les marchés internationaux au dernier trimestre de 2025. Pour mémoire, l'Équateur n'a pas émis de bons souverains depuis 2020, en raison d'un indice de risque-pays élevé qui rend les taux d'intérêt trop onéreux.

Le gouvernement cherche par ailleurs à obtenir des garanties de la part de banques multilatérales pour rendre l'émission plus attractive en diminuant le coût du financement. Si l'Équateur émettait seul, les taux d'intérêt s'établiraient à plus de 10 %, compte tenu du niveau de l'indice de risque pays qui, s'il a baissé dans le cadre du 2^e programme FMI et des mesures prises par l'administration Noboa, reste trop élevé pour émettre selon les analystes.

Pérou

Selon le Secrétaire général de l'OCDE, le Pérou pourrait intégrer l'Institution avant les autres pays latinoaméricains en phase d'accession.

Lors de son passage au Pérou dans le cadre de la présentation du rapport sur l'économie péruvienne, Mathias Cormann, secrétaire général de l'OCDE, a déclaré que la solide position macroéconomique péruvienne, la

réduction de l'inflation ainsi que la faible dette publique, placent le Pérou devant le Brésil et l'Argentine, autres candidats de la région, dans la course à l'accession à l'organisation économique. Néanmoins, des difficultés persistent, notamment son faible taux de prélèvements obligatoires ainsi que la mauvaise affectation des dépenses sociales. **M. Cormann a indiqué que si le prochain gouvernement poursuivait les efforts du pays vers l'adhésion, le Pérou pourrait rejoindre l'institution d'ici 2028.**

Par ailleurs, l'OCDE prévoit un ralentissement de la croissance du Pérou, à 2,8 % en 2025 et qui passerait à 2,6 % en 2026. Ces prévisions sont moins optimistes que celles du Ministère des Finances (MEF), à 3,5 % pour 2025 et 3,2 % pour 2026. De même, l'OCDE fait état d'un fort niveau de corruption qui entrave le développement social du pays. **L'institution estime que le coût de la corruption représenterait 2,4 % du PIB.** Afin d'y faire face, l'OCDE propose la création d'une nouvelle autorité nationale, le « Système National d'Intégrité et de Transparence ».

Le gouvernement a promulgué une loi pour le traitement spécial des Zones Economiques Spéciales Privées (ZEEP).

Le statut de ZEEP est une spécificité péruvienne qui désigne des Zones Economiques Spéciales (ZEE) développées par des investisseurs privés, comme le port de Chancay. Ces zones bénéficieront notamment d'une réduction d'impôt sur le revenu (0 % les cinq premières années, pour augmenter progressivement jusqu'à 15 % entre 21 et 25 ans).

En outre, la TVA et l'ISC (taxe spécifique qui vise à décourager la consommation de produits générateurs d'externalités négatives, tels que l'alcool ou le tabac), ne seront pas prélevées au sein de la ZEEP.

En promouvant les ZEEP, le gouvernement vise à attirer l'investissement privé, développer le

commerce extérieur et l'industrialisation. Cependant, certains analystes estiment que cette loi manque de mécanismes de corrections et craignent que les exonérations d'impôt ne permettent pas le développement économique.

bénéficié d'une hausse de 17% de ses exportations par rapport à la même période en 2024, atteignant en moyenne 827 600 barils/jour. Pour mémoire, PdVSA avait généré 17,5 Md\$ de chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année 2024.

Suriname

Le budget pour 2026 propose un déficit de 3,5 % du PIB.

Le projet de budget pour 2026, présenté à l'Assemblée national le 30 septembre, propose un déficit de 3,5 %. Les recettes sont estimées à 1,3 Md\$ (50,6 Md SRD) et les dépenses à 1,6 Md\$ (61,1 Md SRD). Les recettes sont en majorité issues des impôts indirects (40 % ; TVA, accises) et directs (34 %).

Le déficit présenté est supérieur aux prévisions du FMI (-0,9% pour 2026) et dépasse les déficits des années antérieures (-1,7 % en 2023, -2,4 % en 2024 et -1,2 % en 2025). Pour mémoire, le Suriname était sous programme FMI depuis 2021, qui a pris fin au printemps 2025.

Venezuela

La dépréciation du Bolivar (VES) se poursuit.

Au cours du mois de septembre, la dépréciation du VES sur le marché officiel a atteint 353 % en g.a., à 167 VES pour un USD à la fin du mois. La brèche cambiaire atteint 64 % avec un taux de change parallèle à 273 Bs/USD.

PdVSA a déclaré un chiffre d'affaires de 9,8 Md\$ sur les huit premiers mois de 2025.

Malgré la baisse du prix du brut vénézuélien (-10 USD par baril, à 59 USD/b), **l'entreprise a**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ, Xavier FOUVET.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)